Sommaire

CROISSANCE : la croissance réelle chinoise fléchit à 6,2% au T2 2019 contre +6,4% au T1 ; la croissance nominale accélère à +8,3% contre +7,8% au T1	2
DEMANDE INTERIEURE : la production industrielle, les ventes au détail et l'investissement accélèrent au T1 ; les investissements privés continuent de ralentir	3
COMMERCE EXTERIEUR : recul des échanges commerciaux au T2 2019	4
MONNAIE ET BANQUE : la croissance du financement à l'économie réelle accélère en juin ; les banques augmentent leurs prêts de court terme aux entreprises	5
MARCHES DES ACTIFS : lancement du London-Shanghai Stock Connect	6
MARCHE DES CHANGES : le CNY se déprécie au T2 suite à la hausse des tarifs douaniers imposés sur 200 Md USD d'exportations chinoises	7
FLUX DE CAPITAUX : les sorties nettes de capitaux accélèrent au T2 après avoir très largement reculé en 2018	8
FINANCES PUBLIQUES : la croissance des recettes fiscales au S1 2019 ralentit nettement, à +1,4%, principalement due aux réductions d'impôts et de charges administratives pour le secteur privé et les particuliers	8
ENERGIE ET CARBONE : lente décarbonisation de l'énergie	9
INDICATEURS ECONOMIQUES MENSUELS	10
INDICATEURS ECONOMIQUES ANNUELS	11
PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB CHINOIS	12

Note : Dans les commentaires des graphiques, la flèche figurant à la suite d'un indicateur précise la tendance par rapport au 12 mois précédents. Sa couleur reflète notre appréciation de l'impact de cette évolution sur l'économie chinoise (positive en vert, négative en rouge, neutre en bleu).

CROISSANCE : la croissance réelle chinoise fléchit à 6,2% au T2 2019 contre +6,4% au T1 ; la croissance nominale accélère à +8,3% contre +7,8% au T1

Production

Croissance de la production industr. Juin 2019 (g.a.) **+6,3 %** ↑
m.a. glissante +6%

- Au T2, la croissance réelle ralentit à +6,2% (au plus bas depuis le T1 2009), quand la croissance nominale (comprenant les variations des prix) accélère, à +8,3% contre +7,8% au T1. Le déflateur du PIB (indicateur de la dynamique générale des prix) accélère ainsi pour la première fois depuis le T3 2017, à 2,1% contre 1,4% au T1 2019.
- **Du côté de l'offre**, le secteur des services se stabilise au T2 à +7 %. Le secteur industriel se porte à +5,6% en croissance réelle, contre +6,1% au T1. Le secteur primaire croît de +3,3% contre 2,7% au T1. Dans le détail, les secteurs de l'immobilier et manufacturier ralentissent à respectivement +2,4% (contre +2,5% au T1) et +5,5% (contre 6,5% au T1), quand celui des transports se stabilise à +7,3%. **Du côté de la demande**, les contributions de la consommation et des exportations nettes à la croissance sont en baisse.
- La production industrielle (en valeur ajoutée) a crû de +6% au S1 (en g.a.) contre +6,5% au T1 (alors au plus bas depuis 2008). La croissance de la production industrielle (en valeur ajoutée) des SOE continue d'accélérer contrairement à celle des entreprises privées.
- Pour mémoire, les autorités chinoises se sont fixé pour l'année 2019 un objectif de croissance compris entre +6% et +6,5%. En outre, le FMI a revu à la baisse ses prévisions pour la Chine pour 2019, de 6,3% à 6,2% lors de la publication de l'article IV en juillet, soit avant l'escalade tarifaire dans la guerre commerciale début août. Le FMI estimait que si les tensions commerciales venaient à s'intensifier, des mesures de soutien supplémentaires, notamment budgétaires, seraient justifiées. Début septembre, le gouvernement chinois a annoncé une nouvelle accélération du calendrier des émissions d'obligations spéciales des gouvernements locaux, mettant ainsi l'accent sur les investissements en infrastructures, et la PBoC a procédé à es nouvelles baisses, générales et ciblées, des RRO.

Industrie

Ventes automobiles Juin 2019 (g.a.) **-7,8%** ↑
m.a. glissante -12,6%

- Les chiffres des ventes automobiles de juin semblent avoir été gonflés par des réductions massives offertes aux consommateurs. Certains concessionnaires ont réduit leurs prix de 50% au cours des dernières semaines afin de vider leurs stocks des nombreux véhicules qui ne répondent pas aux nouvelles normes environnementales. Au niveau national, les standards plus stricts annoncés par le MEE en décembre 2016, n'entreront en vigueur que le 1er juillet 2020 mais 18 gouvernements locaux, parmi lesquels Pékin, Shanghai, le Hebei et le Guangdong ont avancé cette date au 1er juillet 2019.
- Il est à noter que les ventes de véhicules à énergies nouvelles continuent à augmenter malgré la baisse des subventions intervenue cette année. Ces chiffres témoignent d'une transition d'un modèle reposant sur des incitations publiques vers des mécanismes de marché. Cette adaptation est notamment favorisée par l'expansion rapide de la demande de VTC et taxis.

Indice PMI des directeurs d'achats

Purchasing Manager's Index (Manufacturing) Juin 2019 (indice) **49,4** ↓
Moyenne sur 12 mois 50

- Pour le secteur manufacturier, l'indice PMI manufacturier se stabilise à 49,4, sous la barre des 50, soit la ligne de démarcation entre croissance et recul, après deux mois en territoire positif en mars et avril. Les exportations et le sentiment des marchés semblent avoir été continuellement influencés par l'escalade tarifaire et les nouvelles mesures de contrôle des exportations mises en place par les Etats-Unis en mai. Le sous-indice de prix de production a chuté de 49 en mai à 45,4 en juin, alors que le sous-indice de stock des matières premières s'est élevé de 47,4 en mai à 48,2 en juin.

DEMANDE INTERIEURE : les dynamiques de la production industrielle, des investissements et des ventes au détail rebondissent à la fin du S1 2019

Ventes de détail

Croissance nominale des ventes de détail Juin 2019 (g.a.) **+9,8%**
m.a. glissante +8,6%

- Les ventes au détail en valeur ont progressé de +8,4 % en g.a. au S1 (+9,8 % en juin (g.a.), contre +8,6 % en mai, le plus haut niveau depuis mars 2018 à 10,1%) principalement tirées par la croissance des ventes du stock de véhicules avant la mise en œuvre de la réglementation de 6^{ème} génération des standards d'émissions polluantes (GUO LIU) dans 18 villes à partir du 1^{er} juillet. A noter que les ventes au détail en ligne ont fortement crû de +17,8% au S1 2019, contre +15,3% au T1 2019. En outre, la croissance du revenu disponible réel par habitant (déflaté de l'inflation) a ralenti de +6,5% au S1 contre +6,8% au T1.

Investissement

Croissance des investissements (FBCF) S1 2019 (g.a.) **+5,8%**
T1 2019 +6,3%

- Les investissements bruts en capital fixe ont progressé de +5,8% au S1 2019, un rebond de 0,2 point de base par rapport aux investissements cumulés de janvier-mai 2019 mais un ralentissement de 0,5 point de base par rapport au T1 2019. Dans le détail, les investissements du secteur manufacturier et les investissements en infrastructures ont légèrement rebondi pour atteindre respectivement +3,0% et +4,1% au S1 (contre +2,7% et +4,0% de janvier-mai 2019).
- Le ralentissement marqué de l'investissement du secteur privé, à +8,6% (en g.a.) au S1 2019 contre +16% au S1 2018, continue de peser sur l'économie chinoise (le secteur privé représente 60% du PIB et 80% des emplois). Le secteur privé est le plus affecté par l'assainissement du secteur financier : c'est lui qui se finançait par le canal du *shadow banking* – faute de soutien par les banques publiques — et ce canal est aujourd'hui très restreint. Par ailleurs, le secteur privé pourrait souffrir davantage que les SOE d'une escalade dans la guerre commerciale.

Marché du travail

Ratio demande/offre de travail T2 2019 **1,22**
m.a. glissante 1,26

- Le taux de chômage urbain recensé a légèrement augmenté à +5,1% en juin contre +5,0% en mai. Le nombre d'emplois créés en zone urbaine, statistique sujette à caution mais objectif central des autorités politiques pour 2019 dans la conduite de leur politique économique, a atteint 7,37 M au S1, en réalisant 67% de l'objectif pour cette année. Pour mémoire, les objectifs annuels des autorités en matière d'emploi en 2019 sont 11 M d'emplois urbains créés, un taux de chômage urbain recensé inférieur à 5,5%.
- Les sous-indices emploi du PMI reflètent depuis le dernier trimestre 2018 une détérioration de la situation de l'emploi en Chine. Ainsi les autorités réaffirment que l'emploi « constitue la principale priorité de la politique macroéconomique » et annoncent des politiques contra-cycliques en ce sens. Au-delà des mesures visant à stabiliser la croissance et à soutenir l'investissement (notamment en infrastructures), les autorités prévoient des déductions fiscales pour les entreprises embauchant des personnes au chômage ou « *des rural poor people* » et mettent l'accent sur l'éducation et des nouveaux projets de formation. Elles cherchent ainsi à « diminuer les pressions actuelles sur l'emploi mais aussi à remédier à la pénurie de travailleurs hautement qualifiés »..

Inflation

Indice des prix à la consommation (IPC) Juin 2019 (g.a.) **+2,3 %**
m.a. glissante +2,2 %

- L'indice des prix à la consommation (IPC) se stabilise en juin à 2,7% en g.a., malgré la très forte hausse des prix des aliments et de l'énergie. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +1,6% (g.a.) fin juin, reflétant une demande intérieure en berne. Le sous-indice des prix des aliments se hausse à +6,1 % en g.a. en juin (contre +5,8 % en mai), tiré par la très forte augmentation du prix des fruits à +42,7% en g.a. (contre +26% en mai) et du prix du porc à +21,1% en g.a. en juin (contre +18,2% en mai et -4,8% en février). Les prix du porc devraient poursuivre leur accélération dans les prochains mois avec la diffusion ion de la peste porcine africaine.
- A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises. L'objectif d'inflation pour 2019, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mars, est de 3%.

COMMERCE EXTERIEUR : recul des échanges commerciaux au T2 2019

Echanges commerciaux

Croissance des exportations de biens

T2 2019 (g.a.)
m.a. glissante

-1%
+4%

Les services du représentant américain au Commerce (USTR) ont officialisé le rehaussement des tarifs américains sur 200 Mds USD d'importations chinoises, de 10% à 25%, à compter du vendredi 10 mai, minuit heure de Washington (midi heure de Pékin). Le passage à 25% de ces tarifs - en place depuis le mois de septembre 2018 au titre de la Section 301 du Trade Act - était initialement prévu pour le mois de janvier 2019, mais avait été repoussé suite au Sommet entre les Présidents Xi et Trump à Buenos Aires le 1^{er} décembre, qui avait abouti à la relance des négociations entre les deux pays. Alors que la partie américaine avait salué, la semaine dernière, des discussions « productives », le Président américain s'est fendu d'un tweet, dimanche 5 mai, dénonçant des négociations « trop lentes », et annonçant le rehaussement des tarifs de 10 à 25% à compter du 10 mai. Il a également menacé d'imposer des tarifs de 25% sur toutes les importations chinoises qui ne sont pas encore taxées, soit, selon le calcul de M. Trump, 325 Mds USD supplémentaires. En guise de justification, le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer - appuyé par le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin - a évoqué une « érosion des engagements de la Chine » qui « serait revenue sur des engagements déjà pris ». Le porte-parole du ministère chinois du Commerce (MofCom) a nié, le 9 mai, que la Chine ait pu rétro pédaler sur certains de ses engagements, jugeant que les autorités chinoises avaient « tenu leurs promesses ».

Variation des échanges commerciaux (biens)

Commerce par destinations

Croissance des exportations vers l'UE

T2 2019 (g.a.)
m.a. glissante

+2,9%
+7,5%

Les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk, et le Premier ministre chinois Li Keqiang ont co-présidé, le 9 avril à Bruxelles, le 21^{ème} Sommet UE-Chine. Dans le cadre de la déclaration conjointe, l'UE et la Chine s'engagent à conclure un Accord sur les investissements « ambitieux » en 2020. D'après le texte conjoint, le degré d'ambition de l'accord sera notamment mesuré à l'aune de sa capacité à permettre un accès au marché « amélioré de manière substantielle » et à éliminer les pratiques discriminatoires. En outre, la Chine est disposée à présenter « de manière rapide » une offre améliorée d'adhésion à l'Accord sur les Marchés Publics de l'OMC. Les deux parties s'engagent aussi à conclure les négociations sur l'accord de protection des indications géographiques au cours de l'année 2019 et l'accord aéronautique BASA « aussi vite que possible ». Enfin, l'Union européenne et la Chine réaffirment leur engagement à coopérer sur la réforme de l'OMC dans le cadre du groupe de travail bilatéral créé à cet effet, notamment en vue de renforcer les règles internationales encadrant les subventions industrielles ». Sur le même volet, les deux parties s'accordent sur le fait qu'il « ne doit pas y avoir de transferts de technologie forcés ».

Échanges commerciaux par zone géographique
T2 2019 / T2 2018

Commerce par secteurs

Croissance des exportations électroniques

T2 2019 (g.a.)
m.a. glissante

-1,2%
+3,8%

Les services du département du Commerce américain (DoC) ont annoncé l'inscription de Huawei et de 70 de ses filiales sur la « liste des entités » (Entity List) soumises au dispositif américain de contrôle des exportations. Du fait de cette décision, les entreprises américaines devront désormais solliciter une licence auprès du DoC pour exporter, réexporter ou transférer des biens ou des technologies à Huawei. Pour rappel, initialement cantonnée aux entités potentiellement impliquées dans la fabrication d'armes de destructions massives, l'Entity list s'est progressivement élargie et couvre désormais « les activités contraires à la sécurité nationale ou aux intérêts de politique étrangère des États-Unis ». Le ministère de la Justice américain avait publié, fin janvier, une liste de 23 chefs d'accusation à l'encontre de Huawei (vols de secrets industriels, violation de l'embargo vis-à-vis de l'Iran) qui, selon le DoC, fournit une « base raisonnable permettant de conclure que Huawei s'est engagée dans des activités contraires à la sécurité nationale américaine ou à ses intérêts de politique étrangère ». Le 13 mai, le DoC avait déjà ajouté 6 entreprises technologiques chinoises à son Entity List, en accusant certaines d'avoir violé l'embargo iranien et d'autres d'avoir exporté des technologies contrôlées au bénéfice d'organisations liées à l'armée chinoise.

Échanges commerciaux par secteur
T2 2019 / T2 2018

MONNAIE ET BANQUE : la croissance du financement à l'économie réelle accélère en juin ; les banques augmentent leurs prêts de court terme aux entreprises

Taux d'intérêt Ratios de réserves obligatoires

Taux prêteur de référence	Au 30/06/2019 (%)	4,35	=
RRO	Au 30/06/2019 (%) grandes banques / autres	13,5/11	↓

- La PBoC a annoncé le 6 mai une baisse des réserves obligatoires auxquelles sont assujetties les petites et moyennes banques opérant pour les *local communities and counties*, qui bénéficieront désormais d'un RRO de 8%, tout comme les *rural credit cooperatives*. Les banques éligibles à cette politique préférentielle (environ 1 000 banques selon la PBoC) sont les banques commerciales rurales, opérant uniquement au sein d'une région administrative à l'échelle du comté ou dont le total des actifs est inférieur à 10 Mds RMB. Selon la PBoC, ces mesures équivalent à un apport ciblé de 280 Mds RMB de liquidités de long terme, les fonds libérés devant être alloués aux « entreprises privées et les petites et micro-entreprises ». Ces mesures ont pour objectif « d'accroître le soutien aux micro et petites entreprises ».
- La PBoC a souligné qu'il existait 3 niveaux de RRO, définis en fonction des caractéristiques des institutions financières telles que l'importance systémique, le type d'institution et le « service positioning ». Les *rural credit cooperatives* sont éligibles au RRO le moins élevé (8%). Concernant les banques rurales, certaines répondent au RRO intermédiaire (actuellement de 11%), tout comme les joint-stock banks, quand d'autres sont assujetties à un RRO légèrement supérieur au RRO intermédiaire. Finalement, les grandes banques, sont soumises à un RRO de 13,5%. Deux « traitements préférentiels » complètent ce système à trois niveaux. Les moyennes et grandes banques qui répondent aux critères d'évaluation pour « les baisses ciblées du RRO en vue d'encourager la finance inclusive » sont éligibles à une baisse de 0,5 ou de 1,5. Les *county-level banks*, en fonction de leur pourcentage de « nouveaux dépôts utilisés pour des prêts au niveau local », pourront également prétendre à une baisse supplémentaire de 1 pp de leur RRO. Ainsi, les taux varient sensiblement dans les faits des RRO théoriques en fonction du respect par chaque institution de certaines directives de l'Etat.
- Pour rappel, le taux des réserves a été abaissé à cinq reprises depuis début 2018, sans que cela se soit traduit à ce stade par une restauration de la dynamique de crédit au secteur privé.

Masse monétaire

Croissance de l'agrégat M2	Juin 2019 (g.a.)	+8,5%	↗
	<i>m.a. glissante</i>	+8,3%

- La croissance de l'agrégat officiel de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF) a augmenté de +10,9% (g.a.) en juin contre +10,6% en mai. La croissance des dépôts bancaires se stabilise à +8,4% en juin (g.a.), équivalente à celle en mai. Les administrations et les institutions financières non-bancaires ont notamment réduit leur épargne bancaire, alors que l'épargne des ménages et des entreprises non financières a continué à croître à un rythme soutenu.
- La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 se stabilise à +8,5% (g.a.) en juin, équivalente à celles constatée en avril et en mai. L'agrégat M2, qui se compose de la monnaie en circulation et des dépôts à vue des entreprises et des ménages, était jusqu'à cette année un objectif intermédiaire de la politique monétaire chinoise (dernière cible de croissance fixée à +12% en 2017).

Crédit bancaire

Croissance du crédit bancaire	Juin 2019 (g.a.)	+12,8%	↘
	<i>m.a. glissante</i>	+13,3%

- La croissance des crédits bancaires tombe à +12,8% en juin contre 12,9% en mai. Il convient de souligner que les prêts bancaires aux entreprises à court terme se sont significativement accrus (représentant 15,2% des prêts bancaires totaux au S1 2019 contre 9,7% au S1 2018) tandis que les prêts bancaires aux entreprises à moyen et à long terme ont diminué (36% des prêts bancaires totaux au S1 2019 contre 41,2% au S1 2018).
- L'objectif de la PBoC depuis plusieurs mois est de favoriser l'accès des PME (qui peut également s'apparenter à une orientation du crédit vers le secteur privé) au financement. Néanmoins, dans un contexte d'assainissement du secteur financier, et faute de capacités à appréhender les risques liés au PME, les banques craignent d'augmenter leur ratio de créances douteuses en augmentant leurs lignes de crédits (les petites et micro-entreprises ayant un ratio de créances douteuses plus élevé). Par ailleurs, faute d'une meilleure capacité des banques à appréhender les risques induits, l'augmentation de crédits administrés pourrait entraîner une mauvaise allocation du crédit. Pour répondre aux injonctions du gouvernement qui en a fait l'une des priorités de la politique économique, elles ont augmenté les prêts de court terme.

MARCHES DES ACTIFS : lancement du London-Shanghai Stock Connect

Immobilier

Croissance des surfaces
vendues

T2 2019 (g.a.)
m.a. glissante

-0,86%

+0,36%

- Les prix de l'immobilier neuf sont en hausse de +0,6% en juin (g.m.), contre +0,71% en mai 2019 et +0,62% en avril. Cette modération de la hausse des prix de l'immobilier vient après 50 mois de hausses successives, et alors que le gouvernement tente de contenir cette dynamique.
- En moyenne, le prix du mètre carré est de 2 559 RMB, soit une hausse de 24% par rapport au premier semestre 2018. Dans le détail, les prix ont augmenté dans les 63 des 70 villes de Chine continentale suivies par le National Bureau of Statistics. Avec une hausse de +0,5%, Shenzhen est la ville la plus dynamique, suivie par Beijing, Shanghai et Guangzhou.
- Le gouvernement a pris des mesures pour limiter l'augmentation des prix, notamment des restrictions frappant les promoteurs immobiliers sur l'accès aux fonds sur les marchés *onshore* et *offshore*. En mai, la CBIRC a interdit l'accès à des financements directs pour les promoteurs ne disposant pas de la totalité du capital requis pour le projet. Le régulateur a convoqué 22 sociétés fiduciaires (trusts) le 3 juillet, leur donnant l'instruction de contrôler la croissance de leurs investissements immobiliers, certaines se voyant notifier une interdiction de toute augmentation de leur exposition à des investissements immobiliers au T3 2019. Fin mai, les investissements des sociétés fiduciaires dans le secteur immobilier représentaient un encours total de 458.2 Mds USD. Fin juin, la PBoC a demandé aux banques commerciales de ne pas baisser le taux d'intérêt des prêts immobiliers. Les gouvernements locaux et municipalités ont utilisé de leur arsenal réglementaire pour contenir le prix de vente d'appartements à venir, comme à Hangzhou. La municipalité de Xian a imposé un délai de 12 mois entre l'obtention d'un permis de résidence (le hukou) et la possibilité d'acheter une résidence principale ou secondaire. Cette mesure a pour effet de priver 800 000 personnes à Xian de la possibilité d'acheter rapidement une propriété.

Marchés boursiers

Variation du Shanghai
Composite Index

T2 2019
Trim. précédent

-5,5%

+23%

- Le *London-Shanghai Stock Connect*, qui permet aux sociétés cotées à Shanghai (SSE) de lever des fonds au London Stock Exchange (LSE), et aux sociétés cotées au LSE de vendre leurs actions sur le SSE, a été lancé le 04/06/2019. Ce lancement est probablement l'une des principales avancées obtenues par le Royaume-Uni dans le cadre du Dialogue Economique et Financier de Haut Niveau qui s'est tenu à Londres le 17 juin.
- Contrairement au *Shanghai Hong Kong Stock Connect* permettant aux investisseurs d'acheter des actions étrangères directement, le *Shanghai London Stock Connect* ne permet aux investisseurs que l'achat d'actions étrangères de manière indirecte, sous forme de *Depository Receipts*. Les entreprises cotées en Chine continentale (A-shares) peuvent émettre des *Global Depository Receipts* (GDR) directement pour lever de nouveaux capitaux à la Bourse de Londres ou échanger leurs actions chinoises en GDR pour les négocier à la Bourse de Londres, alors que les entreprises cotées à la Bourse de Londres peuvent échanger leurs actions déjà existantes afin d'émettre des *China Depository Receipts* (CDR) à la Bourse de Shanghai.

Marchés obligataires

Moyenne des différences des
taux des obligations AAA et
des bons du Trésor

T2 2019
Trim. précédent

62 pdb

76 pdb

- Pour encourager le développement et la liquidité du marché des obligations perpétuelles émises par les banques commerciales, la PBoC a mis en œuvre la deuxième opération de *Central Bank Bills Swap* (CBS) pour un montant de 2,5 Mds RMB (environ 364 M USD) à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an à la suite de la première opération de CBS par la PBoC en février. Sont éligibles les banques ayant un statut de *Primary Dealer*, qui peuvent échanger leurs obligations perpétuelles contre le papier de la PBoC.
- Pour rappel, les CBS visent à encourager les banques commerciales à reconstituer leur capital en émettant des obligations perpétuelles - obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité. Les CBS permettent aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre les billets de la PBoC.

MARCHE DES CHANGES : le CNY se déprécie au T2 suite à la hausse des tarifs douaniers imposés sur 200 Md USD d'exportations chinoises

CNY/USD CNY/EUR	Variation depuis le 30/09/2017	Au 30/06/2019	+2,38%	↘
			+3,8%	↘
Spread CNH - CNY	Moyenne trim. de la différence CNH - CNY	T2 2019	0,2 pdb	↘
		Trim. précédent	0,2 pdb

- Durant la conférence de presse de la CBIRC le 1^{er} mai, GUO Shuqing, président de la CBIRC, a affirmé 12 nouvelles mesures pour l'ouverture du secteur des banques et des assurances de la Chine. Les plafonds de capital dans les banques commerciales chinoises pour les banques étrangères seront supprimés. La Chine supprimera également l'actif total requis de 10Mds USD et de 20Mds USD pour permettre aux banques étrangères de créer des banques et des succursales respectivement en Chine. L'exigence selon laquelle les principaux actionnaires chinois d'une banque sino-étrangère doivent être une institution financière sera également levée. Les banques étrangères pourront exploiter directement leurs activités en RMB sans autorisation des régulateurs chinois.
- Dans le même temps, le gouvernement chinois permettra aux institutions financières étrangères de devenir actionnaires des sociétés d'assurance étrangères en Chine. Les groupes d'assurance étrangers seront autorisés à établir des sociétés d'assurance en Chine. L'exigence de 30 années d'expérience et d'un actif total d'au moins 200Mds USD pour permettre aux sociétés de courtage d'assurance étrangères d'exploiter leurs activités en Chine sera également supprimée.
- Par ailleurs, la Chine assouplira les politiques d'accès des institutions financières chinoises et étrangères à la création de sociétés de crédit à la consommation. L'actif de 1Md USD requis pour que les institutions financières étrangères investissent dans des sociétés de fiducie chinoises sera également levé.
- Pour mémoire, la CBIRC a publié 15 mesures pour l'ouverture du secteur des banques et des assurances en avril 2018. La création d'une filiale en Chine par Allianz, la montée au capital de HUATAI Insurance par ACE, la création de succursales à Shanghai par Arab Bank et BMCE Bank ont été tous approuvées par le gouvernement chinois l'année précédente. Cependant, au sein du secteur des banques et des assurances, les entreprises locales (souvent des entreprises d'Etat) dominant encore avec une part de marché total supérieure à 90%. De plus, l'opacité et la longueur des processus de demande sont de nature à décourager les investisseurs étrangers.

Réserves de change

Croissance des réserves de change (g. trim.)	T2 2019	+0,7%	↗
	Trim. précédent	+0,8%

- Les réserves de change officielles chinoises ont augmenté de 18,2 Mds USD pour atteindre 3119 Mds USD fin juin, contre 3 101 Mds USD fin mai. Cette croissance est principalement due à la conversion du taux de change ainsi qu'à la hausse de la valeur des obligations. D'une part, l'indice Dollar est tombé de 1,5% en juin, ce qui a conduit à l'appréciation des autres monnaies dans les réserves (+10Mds USD de contribution) ; d'autre part, la valeur des obligations dans les réserves a augmenté du fait que le taux de rendement sur les bons du Trésor américain à 10 ans est revenu de 2,14% à 2% à fin juin.
- La State Administration of Foreign Exchange (SAFE) a publié son rapport annuel 2018 en divulguant partiellement pour la première fois la performance opérationnelle et la ventilation par devises des réserves de change. Le rendement moyen des réserves de change de 2005 à 2014 était de 3,68%. Eu égard à la ventilation des réserves de change de la Chine, la part du dollar américain est passée de 79% en 1995 à 58% en 2014, tandis que celle des devises autres que le dollar américain est passée de 21% à 42% sur la même période. La ventilation par devise des réserves de change est de plus en plus diversifiée, sans toutefois qu'elle soit connue.

FLUX DE CAPITAUX : les sorties nettes de capitaux accélèrent au T2 après avoir très largement reculé en 2018

Flux de capitaux

Flux nets sortants hors réserves

T2 2019 (g.a.)

- 64 Mds

T2 2018

+ 30 Mds

- Selon les chiffres préliminaires de la balance des paiements, au T2 2019 le solde du compte courant a été de +57 Mds USD, contre 5 Mds USD au T1 2018, en raison principalement du net recul de l'ensemble des postes des importations (-3% pour les biens et -6% pour les services contre +20% pour les importations de biens et +10% pour les services au T2 2018). A partir de ces données, le compte financier prévisionnel hors réserves (n.b. ce chiffre n'incorpore pas encore au compte financier les erreurs et omissions qui n'ont pas été publiées) est déficitaire à -64 Mds USD. A titre de comparaison, ce poste a été en moyenne de +30 Mds USD par trimestre en 2018. Seul détail disponible du compte financier, les flux nets d'IDE atteignent 7 Mds USD.
- Pour mémoire, les autorités conduisent une politique d'ouverture asymétrique du compte de capital en faveur des flux entrants, avec à ce titre des ouvertures récentes substantielles des marchés financiers.

Flux d'investissements directs étrangers

Croissance des IDE entrants

T2 2019 (g.a.)

-38%

m.a. glissante

-32%

- La Chambre de commerce de l'Union européenne a présenté, lundi 20 mai, les résultats de son enquête annuelle. Conduite auprès de 585 entreprises européennes installées en Chine, l'enquête s'est étirée entre janvier et février, en période de désescalade de la guerre commerciale sino-américaine. Seuls 9% des répondants jugent « significatives » les ouvertures récentes du marché chinois. 20% des entreprises européennes – contre 10% il y a deux ans – témoignent avoir subi des transferts de technologie forcés qui, dans près des deux tiers des cas, ont eu lieu au cours des deux dernières années. A ce type de frustrations, s'ajoutent des inquiétudes d'ordre macroéconomique. Parmi les 4 premiers défis mentionnés par les entreprises, le principal concerne le ralentissement de l'économie chinoise, le 2^{ème} le ralentissement de l'économie mondiale, le 4^{ème} la guerre commerciale (le 3^{ème} défi ayant trait à la hausse du coût du travail). La crainte du ralentissement économique se traduit par un pessimisme accru des entreprises européennes : 45% sont optimistes quant aux perspectives de croissance dans leur secteur contre 62% en 2018. Malgré ces défis, le marché chinois continue de se révéler prometteur pour les entreprises européennes : 62% d'entre elles classent la Chine parmi leurs trois premières futures destinations d'investissements.

FINANCES PUBLIQUES : les recettes, particulièrement fiscales et foncières, des autorités publiques ralentissent au T2, alors que les dépenses des autorités locales augmentent

Budget

Croissance des recettes fiscales

T2 2019 (g.a.)

+0,8%

T1 2018

+7,7%

- Au T2, les recettes officielles des autorités publiques ont nettement ralenti avec une croissance de +0,8% (g.a.) contre +7,7% au T2 2018. Dans le même temps, la dynamique des dépenses s'est accélérée à +7,1% contre +5,3% un an auparavant.
- Les mesures budgétaires de réductions d'impôts et de charges administratives pour les particuliers et les entreprises privées (notamment les PME) sont la principale cause du creusement du déficit. Il convient de noter que les finances publiques restent extrêmement décentralisées avec 88% des dépenses publiques au T1 effectuées par les autorités locales.
- Pour mémoire, les données officielles chinoises ne captent pas l'ensemble des dépenses publiques, en particulier les dépenses d'infrastructures, largement financées via des véhicules *ad hoc*, et certaines politiques publiques nationales (logement, réduction de la pauvreté), soutenues par des fonds spéciaux non-consolidés au bilan des administrations publiques. En outre, certaines recettes non-pérennes sont intégrées au solde primaire.

ENERGIE ET CARBONE: Lente décarbonisation de l'énergie

Production d'électricité et d'énergie

Croissance de la production d'électricité	T2 2019 (g.a.)	+4,7%	➔
	<i>m.a. glissante</i>	+6,2%	

La production d'énergie (3,77 Mds de tonnes-éq-charbon en 2018 soit 2,40 Mds de tep) croît régulièrement (+5,0% entre 2017 et 2018) ; dans le même temps, la consommation d'énergie par unité de PIB a baissé de 3,1%. Entre 2017 et 2018, le charbon a continué à croître (+4,5%). Le nucléaire augmente de 18,7% (+46 Mds kWh) tandis que les renouvelables hors hydroélectricité ont augmenté de 14,1% (+63 Mds kWh). En revanche, le pétrole décroît de 1,3% (développement de la mobilité électrique).

Pour l'ensemble de l'année, la part du charbon dans le bouquet d'électricité (64%) augmente légèrement en 2018 (4452 Mds kWh en 2018 contre 4150 Mds kWh en 2017) et le nucléaire (4%) progresse à 294 Mds kWh contre 248 Mds kWh en 2017.

Pour le 1^{er} semestre 2019, la production d'électricité renouvelable augmente de 14 % en g.a. pour atteindre 888 Mds kWh au 1^{er} semestre 2019. L'hydroélectricité (58 % du total de l'électricité renouvelable) croît de 12% en g.a. ; l'éolien (24% du total) augmente de 11% ; le solaire (12% du total) de 30% et la biomasse (6 % du total) de 21%. Pour le seul 2^{ème} trimestre, la production totale d'électricité augmente de 4,7% en glissement annuel pour atteindre 1686 Mds kWh.

Sources : Bureau national des statistiques (NBS) pour l'énergie et Administration nationale de l'énergie (NEA) pour l'électricité.

Importations et production de gaz naturel

Croissance des importations	T2 2019 (g.a.)	+5,6%	➔
	<i>m.a. glissante</i>	+20,4%	

Au 2^{ème} trimestre 2019, les importations de gaz naturel augmentent de 5,6 % (soit 20,4% en moyenne annuelle glissante) contre 17,6% au trimestre précédent. Le gaz naturel liquéfié (GNL) tire ces importations vers le haut (+17,3% sur cette période) tandis que le gaz naturel non liquéfié baisse (-8,0% au T2 2019). Cette moindre augmentation des importations est en partie liée à la saisonnalité de la consommation chinoise de gaz naturel (énergie utilisée notamment pour le chauffage des particuliers). Elle peut également s'expliquer par la faiblesse des infrastructures chinoises de stockage. La Chine dispose actuellement de 26 centres de stockage d'une capacité totale de 10 Mds de m³, soit env. 3,5% de la consommation chinoise actuelle (contre 15% en moyenne au niveau mondial), l'objectif du plan quinquennal étant d'atteindre 14,8 Mds m³ de capacités de stockage souterraines. En parallèle, la production chinoise de gaz naturel continue d'augmenter à un rythme régulier : +12,6% au T2 2019, cette tendance étant à corréliser avec la volonté du gouvernement chinois d'accroître sa souveraineté énergétique.

Pour mémoire, le gaz naturel est consommé à hauteur de 39% par les services urbains (secteur résidentiel, transports urbains et logistique), à 33% par l'industrie (hors chimie), à 18% pour la production d'électricité et à 10% pour la chimie (chiffres Sinopec 2018).

Sources : Bureau national des statistiques (NBS).

Marchés carbone chinois

Evolution du prix moyen des sept marchés pilotes	T2 2019 (g.a.)	+16,7%	➔
	<i>m.a. glissante</i>	+21,4%	

Le prix moyen d'échanges des quotas carbone des sept marchés pilotes (Chongqing, Fujian, Guangdong, Hubei, Pékin, Shanghai et Shenzhen) est de 3,2 € par tonne-équivalent-CO₂ au T2 2019, soit en légère croissance par rapport au T1 2019 (2,8 €), à comparer au prix de la tonne de CO₂ EUA d'env. 25 € en Europe au T2 2019. Comme l'écart-type des variations entre les marchés pilotes le montre, la variation des prix est considérable d'un marché à l'autre : les prix sont les plus élevés à Pékin (env. 10 €) et les plus bas à Chongqing (env. 0,7 €). Le prix dans le Guangdong est d'env. 2,9 € au T2 2019 en croissance (1,55 € un an auparavant).

Globalement pour les 7 marchés, le volume d'échanges atteint 38 millions de t-éq-CO₂ au T2 2019, en augmentation de 34% en g.a., mais il fluctue considérablement sur chaque marché : baisse de moitié à Pékin en g.a. (passage de 3,3 millions de t. au T2 2018 à 1,6 Mt au T2 2019) et doublement dans le Guangdong pendant la même période (passage de 13 à 27 Mt). Depuis trois trimestres le marché du Guangdong est le plus actif de tous les marchés pilotes (71% des transactions totales au T2 2019).

Pour mémoire, la date limite de réception des demandes d'ouverture de compte sur le marché carbone national par les entreprises du secteur de production d'électricité était fixée le 19 juillet dernier.

Sources : rapports hebdomadaires publiés par le Guangdong Carbon Emission Exchange et les sociétés SinoCarbon et Vcarbon.

INDICATEURS ECONOMIQUES MENSUELS

		juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19
Production														
PIB trimestriel	Mds RMB	21 930	-	-	22 950	-	-	25 360	-	-	21 343	-	-	23 750
	Mds USD	3 397	-	-	3 353	-	-	3 683	-	-	3 181	-	-	3 451
<i>croissance réelle</i>	% g.a.	6,7	-	-	6,5	-	-	6,4	-	-	6,4	-	-	6,2
PIB : secteur primaire	% g.a.	3,3	-	-	3,4	-	-	3,5	-	-	2,7	-	-	3,0
part du PIB total (%)		5,9	-	-	7,9	-	-	9,8	-	-	4,1	-	-	6,1
PIB : secteur secondaire	% g.a.	6,1	-	-	5,9	-	-	5,8	-	-	6,1	-	-	5,8
part du PIB total (%)		41,7	-	-	40,6	-	-	41,1	-	-	38,6	-	-	41,1
PIB : secteur tertiaire	% g.a.	7,6	-	-	7,7	-	-	7,6	-	-	7,0	-	-	7,0
part du PIB total (%)		52,4	-	-	51,4	-	-	49,1	-	-	57,3	-	-	52,8
Valeur ajoutée industrielle	% g.a.	6,0	6,0	6,1	5,8	5,9	5,4	5,7	0,0	0,0	8,5	5,4	5,0	6,3
Demande interne														
Ventes de détail	Mds RMB	3 084	3 073	3 154	3 201	3 553	3 526	3 589	-	-	3 173	3 059	3 296	3 388
<i>variation</i>	% g.a.	9,0	8,8	9,0	9,2	8,6	8,1	8,2	8,4	8,5	8,7	7,2	8,6	9,8
Consumer confidence index	Indice	118,2	119,7	118,6	118,5	119,1	122,1	123,0	123,7	126,0	124,1	125,3	123,4	125,9
Investissement	% g.a.	5,7	-	-	-	-	7,8	-	-	-	-	-	-	-
secteurs manufacturiers	% g.a.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
immobilier	% g.a.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Purchasing Manager Index officie	%	51,5	51,2	51,3	50,8	50,2	50,0	49,4	49,5	49,2	50,5	50,1	49,4	49,4
Commerce extérieur														
Exportations	Mds USD	215,6	214,4	216,9	225,4	214,8	224,3	220,9	218,0	135,1	197,9	193,5	213,9	212,8
<i>variation</i>	% g.a.	10,7	11,6	9,5	13,9	14,3	3,9	-4,6	9,3	-20,8	13,8	-2,8	1,1	-1,3
Importations	Mds USD	174,7	186,9	190,7	195,1	181,8	182,4	164,1	178,8	131,8	165,9	179,9	172,1	161,8
<i>variation</i>	% g.a.	13,8	26,9	20,7	14,4	20,4	2,8	-7,7	-1,3	-4,7	-7,7	4,2	-8,5	-7,4
Solde commercial	Mds USD	40,9	27,5	26,3	30,3	33,0	41,9	56,8	39,1	3,3	32,0	13,6	41,7	51,0
IDE entrants (chiffres MOFCOM)	Mds USD	15,7	7,7	10,4	11,5	9,7	13,6	17,0	12,4	9,3	14,1	9,3	9,5	16,1
<i>variation</i>	% g.a.	5,8	19,3	11,4	8,3	7,3	-27,6	3,9	2,8	3,3	4,9	2,8	4,6	3,0
Inflation														
Indice des prix à la conso.	% g.a.	1,9	2,1	2,3	2,5	2,5	2,2	1,9	1,7	1,5	2,3	2,5	2,7	2,7
alimentaire	% g.a.	0,3	0,5	1,7	3,6	3,3	2,5	2,5	1,9	0,7	4,1	6,1	7,7	8,3
inflation sous-jacente	% g.a.	1,9	1,9	2,0	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,6
Indice des prix à la production	% g.a.	4,7	4,6	4,1	3,6	3,3	2,7	0,9	0,1	0,1	0,4	0,9	0,6	0,0
Prix des matières premières	% g.a.	8,8	9,0	7,8	7,3	6,7	4,6	0,8	-1,6	-1,5	-0,6	0,0	-0,6	-2,1
Liquidité														
M2	% g.a.	8,0	8,5	8,2	8,3	8,0	8,0	8,1	8,4	8,0	8,6	8,5	8,5	8,5
Base monétaire	% g.a.	4,8	4,3	3,1	3,9	-2,3	-0,4	2,8	1,9	-4,6	-5,5	-2,8	-0,1	-1,7
Taux de réserves obligatoires	(%)	-	-	-	-	-	-	-	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00
Taux de réf. des prêts à 1 an	(%)	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35
Taux de réf. sur les dépôts	(%)	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
Taux interb. SHIBOR overnight	(%)	2,62	2,39	2,23	2,52	2,35	2,43	2,46	2,07	2,12	2,35	2,35	2,17	1,60
Change														
Taux moyen mensuel	CNY/USD	6,46	6,70	6,84	6,84	6,93	6,94	6,89	6,79	6,74	6,71	6,72	6,85	6,88
	CNY/EUR	7,54	7,83	7,91	7,98	7,95	7,88	7,83	7,76	7,64	7,59	7,54	7,67	7,78
Réserves de change	Mds USD	3 112	3 118	3 110	3 087	3 053	3 062	3 073	3 088	3 090	3 099	3 095	3 101	3 119
accroissement mensuel	Mds USD	1,5	5,8	-8,2	-22,7	-33,9	8,6	11,0	15,2	2,3	8,6	-3,8	6,1	18,2
<i>variation mensuelle en glissement annuel</i>	%	1,81	1,21	0,59	-0,69	-1,80	-1,85	-2,14	-2,33	-1,41	-1,40	-0,96	-0,31	0,23
Banques														
Dépôts	Mds RMB	178 339	179 386	180 468	181 243	181 625	182 504	182 516	185 796	187 227	189 000	189 246	190 476	192 793
Croissance des dépôts	% g.a.	8,4	8,5	8,3	8,5	8,1	7,6	8,2	7,6	8,6	8,7	8,5	8,4	8,4
Crédit total	Mds RMB	134 810	136 348	137 588	138 900	139 698	140 802	141 752	145 104	145 996	147 769	148 642	150 009	151 597
Croissance du crédit	% g.a.	12,7	13,2	13,2	13,2	13,1	13,1	13,5	13,4	13,4	13,7	13,5	13,4	13,0
Ratio crédits/dépôts	%	75,6	76,0	76,2	76,6	76,9	77,1	77,7	78,1	78,0	78,2	78,5	78,8	78,6
Taux de créances douteuses	%	1,86	-	-	1,87	-	-	1,83	-	-	1,80	-	-	-
grandes banques commerciales	%	1,48	-	-	1,47	-	-	1,41	-	-	1,32	-	-	-
banques urbaines	%	1,57	-	-	1,67	-	-	1,79	-	-	1,88	-	-	-
Marchés d'actifs														
Shanghai Composite Index	points	2 847	2 876	2 725	2 821	2 603	2 588	2 494	2 585	2 941	3 091	3 078	2 899	2 979
Performance sur un mois	%	-8,0	1,0	-5,3	3,5	-7,7	-0,6	-3,6	3,6	13,8	5,1	-0,4	-5,8	2,8
Shenzhen Composite Index	points	1 608	1 576	1 451	1 442	1 294	1 338	1 268	1 275	1 546	1 695	1 637	1 532	1 562
Performance sur un mois	%	-9,0	-1,9	-7,9	-0,7	-10,2	3,4	-5,2	0,5	21,3	9,6	-3,5	-6,4	2,0
Energie														
Production d'électricité	Mds Kwh	555	640	640	548	533	554	620	-	-	570	544	559	583
<i>variation</i>	% g.a.	6,7	5,8	7,7	5,0	5,8	6,7	8,8	-	-	7,8	6,5	2,7	5,1
Production de pétrole	Mds tonnes	50	51	50	51	53	50	51	-	-	53	52	52	54
<i>variation</i>	% g.a.	8,0	11,5	6,8	4,1	4,5	2,1	4,2	-	-	3,0	5,1	2,4	7,9

Légende : Valeur négative

Sources : NBS, BRI, SER de Pékin

INDICATEURS ECONOMIQUES ANNUELS

Sources : CEIC, SER de Pékin

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Production												
PIB	Mds RMB	31 924	34 852	41 212	48 794	53 858	59 296	64 128	68 599	74 006	82 075	90 031
	Mds USD	4 597	5 102	6 088	7 555	8 532	9 574	10 440	11 014	11 142	12 156	13 625
	m.a.	9,7%	9,4%	10,6%	9,6%	7,9%	7,8%	7,3%	6,9%	6,7%	6,8%	6,6%
croissance réelle												
secteur primaire	Mds RMB	3 246	3 358	3 843	4 478	4 908	5 303	5 563	5 777	6 014	6 210	6 473
secteur secondaire	Mds RMB	14 996	16 017	19 163	22 704	24 464	26 196	27 757	28 204	29 655	33 274	36 600
secteur tertiaire	Mds RMB	13 682	15 476	18 206	21 612	24 485	27 798	30 808	34 618	38 337	42 591	46 957
PIB par habitant (\$ courant)	USD/hab	3 470	3 833	4 551	5 621	6 317	7 054	7 652	8 032	8 082	8 768	9 764
Contribution à la croissance	consommation	pts de %	4,3%	5,3%	4,8%	5,9%	4,3%	3,6%	3,6%	4,1%	4,5%	3,9%
	investissement	pts de %	5,1%	8,1%	7,1%	4,4%	3,4%	3,4%	2,9%	2,9%	2,3%	2,1%
	commerce extérieur	pts de %	0,3%	-4,0%	-1,3%	-0,8%	0,2%	-0,1%	0,3%	-0,1%	-0,6%	0,6%
Taux d'investissement	%	43,3%	46,5%	47,7%	47,8%	47,4%	47,6%	47,2%	45,6%	44,5%	44,3%	-
Taux d'épargne	%	52,5%	51,3%	51,6%	49,6%	49,9%	49,1%	49,3%	45,6%	44,5%	47,3%	-
Population												
Population totale	M	1 328	1 335	1 341	1 347	1 354	1 361	1 368	1 375	1 383	1 390	1 395
variation (croissance démographique)	% g.a.	0,51%	0,49%	0,48%	0,48%	0,50%	0,49%	0,52%	0,50%	0,59%	0,53%	0,38%
Population urbaine	M	624,0	645,1	669,8	690,8	711,8	731,1	749,2	771,2	793,0	813,5	831,4
Taux d'urbanisation	%	47,0%	48,3%	49,9%	51,3%	52,6%	53,7%	54,8%	56,1%	57,3%	58,5%	59,6%
Population rurale	M	704,0	689,4	671,1	656,6	642,2	629,6	618,7	603,5	589,7	576,6	564,0
Emploi (données officielles)	M	755,6	758,3	761,1	764,2	767,0	769,8	772,5	774,5	776,0	776,4	775,9
Taux d'activité	%	56,9%	56,8%	56,8%	56,7%	56,6%	56,6%	56,5%	56,3%	56,1%	55,9%	55,6%
Taux de chômage urbain par méthode d'enquête (Dec), statistique officielle depuis mars 2018	%										5,0%	4,9%
Commerce extérieur												
Exportations (biens)	Mds USD	1 430,7	1 201,6	1 577,8	1 898,4	2 048,7	2 209,0	2 342,3	2 273,5	2 097,6	2 263,3	2 486,8
vers												
Etats-Unis	Mds USD	252,4	220,8	283,3	324,5	351,8	368,4	396,1	409,2	385,3	429,7	478,4
Union Européenne	Mds USD	293,0	236,3	311,3	356,1	334,1	338,3	371,0	356,4	343,3	374,4	411,5
France	Mds USD	23,3	21,5	27,7	30,0	26,9	26,7	28,7	26,7	24,7	27,7	30,7
Importations (biens)	Mds USD	1 132,6	1 005,9	1 396,2	1 743,5	1 818,4	1 950,0	1 959,2	1 679,6	1 587,9	1 843,8	2 135,9
depuis												
Etats-Unis	Mds USD	81,4	77,5	102,1	122,1	132,9	152,3	159,1	147,8	134,4	153,9	175,2
Union Européenne	Mds USD	132,9	127,9	168,5	211,2	212,5	220,1	244,4	209,4	208,4	245,2	273,6
France	Mds USD	15,6	13,0	17,1	22,1	24,1	23,1	27,1	24,6	22,5	26,8	32,2
Solde commercial (biens)	Mds USD	298,1	195,7	181,5	154,9	230,3	259,0	383,1	593,9	509,7	419,6	350,9
Inflation												
Indice des prix à la consommation (m.a.)	% g.a.	5,9%	-0,7%	3,3%	5,4%	2,6%	2,6%	2,0%	1,4%	2,0%	1,6%	2,1%
prix alimentaires	% g.a.	14,3%	0,7%	7,2%	11,8%	4,8%	4,7%	3,1%	2,3%	4,6%	-1,4%	1,8%
Balance des paiements												
<u>Compte des opérations courantes</u>												
Exportations de biens	Mds USD	1 334,6	1 119,1	1 478,1	1 807,8	1 973,5	2 148,6	2 243,8	2 142,8	1 989,5	2 216,2	2 417,4
Importations de biens	Mds USD	990,1	883,6	1 240,0	1 579,1	1 661,9	1 789,6	1 808,7	1 566,6	1 500,6	1 740,3	2 022,3
Solde commercial biens	Mds USD	344,5	235,5	238,1	228,7	311,6	359,0	435,0	576,2	488,9	475,9	395,2
Exportations de services	Mds USD	163,3	143,6	178,3	201,0	201,6	207,0	219,1	217,4	208,4	213,1	233,6
Importations de services	Mds USD	158,9	158,9	193,4	247,8	281,3	330,6	432,9	435,7	441,5	472,0	525,8
Solde commercial services	Mds USD	4,4	-15,3	-15,1	-46,8	-79,7	-123,6	-213,7	-218,3	-233,1	-258,9	-292,2
Revenus nets	Mds USD	28,6	-8,5	-25,9	-70,3	-19,9	-78,4	13,3	-41,1	-44,0	-10,0	-51,4
Transferts courants nets	Mds USD	43,2	31,7	40,7	24,5	3,4	-8,7	1,4	-12,6	-9,5	-11,9	-2,4
<u>Solde des opérations courantes</u>	Mds USD	420,6	243,3	237,8	136,1	215,4	148,2	236,0	304,2	202,2	195,1	49,1
	% PIB		4,77%	3,91%	1,80%	2,52%	1,55%	2,26%	2,7616%	1,81%	1,61%	0,36%
<u>Solde du compte de capital</u>	Mds USD	3,1	3,9	4,6	5,4	4,3	3,1	0,0	0,3	-0,3	-0,1	-0,6
<u>Compte des opérations financières</u>												
IDE												
sortants	Mds USD	56,7	43,9	58,0	48,4	65,0	73,0	123,1	174,4	216,4	138,3	96,5
entrants	Mds USD	171,5	131,1	243,7	280,1	241,2	290,9	268,1	242,5	174,7	166,1	203,5
Solde des IDE	Mds USD	114,8	87,2	185,7	231,7	176,3	218,0	145,0	68,1	-41,7	27,8	107,0
Invst de portefeuille												
sortants	Mds USD	-25,2	2,5	7,6	-6,2	6,4	5,4	10,8	73,2	102,8	94,8	-
entrants	Mds USD	9,7	29,6	31,7	13,4	54,2	58,2	93,2	6,7	50,5	124,3	-
Solde des investissements de portefeuille	Mds USD	34,9	27,1	24,0	19,6	47,8	52,9	82,4	-66,5	-52,3	29,5	-
Solde des autres investissements	Mds USD	-112,6	80,3	72,4	8,7	-260,1	72,2	-278,8	-434,0	-316,7	51,9	-
Solde des réserves de change *	Mds USD	-479,5	-400,3	-471,7	-387,8	-96,6	-431,4	-117,8	342,9	443,7	-91,5	-18,9
<u>Solde des opérations financières</u>	Mds USD	-442,5	-205,8	-189,5	-127,8	-132,6	-88,3	-169,1	-91,5	27,6	18,0	111,7
Erreurs et omissions	Mds USD	18,8	-41,4	-52,9	-13,8	-87,1	-62,9	-66,9	-213,0	-229,5	-213,0	-160,2
Dettes externes												
Dettes externes	Mds USD	390	429	549	695	737	863	1 780	1 383	1 416	1 758	1 965
% PIB		8,5%	8,4%	9,0%	9,2%	8,6%	9,0%	17,0%	12,6%	12,7%	14,5%	14,4%
dont dettes externes à court terme	Mds USD	226	259	376	501	541	677	1 298	887	871	1 099	1 272
Change												
Taux de change annuel moyen	USD/CNY	6,95	6,83	6,77	6,46	6,31	6,19	6,14	6,23	6,64	6,75	6,61
	100JPY/CNY	6,74	7,30	7,73	8,11	7,90	6,33	5,82	5,15	6,12	6,75	5,98
	EUR/CNY	10,22	9,52	8,98	9,00	8,11	8,23	8,17	6,92	7,34	7,62	7,80
Taux de change effectif nominal **	indice	96,37	100,74	100,00	102,55	108,67	115,59	118,31	129,77	124,44	120,60	124,15
Taux de change effectif réel **	indice	96,16	102,00	100,00	100,20	105,93	111,88	114,72	125,66	119,92	116,92	120,67
Réserves de change***	Mds USD	1 946,0	2 399,2	2 847,3	3 181,1	3 311,6	3 821,3	3 843,0	3 330,4	3 010,5	3 139,9	3 072,7
Accroissement annuel	Mds USD	417,8	453,1	448,2	333,8	130,4	509,7	21,7	-512,7	-319,8	129,4	-67,2
Finances publiques												
Revenus	Mds RMB	6 133	6 852	8 310	10 387	11 725	12 921	14 037	15 227	15 960	17 259	18 335
revenus fiscaux	Mds RMB	5 422	5 952	7 321	8 974	10 061	11 053	11 918	12 492	13 036	14 437	15 640
Dépenses publiques	Mds RMB	6 259	7 630	8 987	10 925	12 595	14 021	15 179	17 588	18 776	20 309	22 091
% PIB		19,6%	21,9%	21,8%	22,4%	23,4%	23,6%	23,7%	25,6%	25,4%	24,7%	24,5%
Solde budgétaire	Mds RMB	-126	-778	-677	-537	-870	-1 100	-1 142	-2 361	-2 815	-3 049	-3 755
% PIB		-0,4%	-2,2%	-1,6%	-1,1%	-1,6%	-1,9%	-1,8%	-3,4%	-3,8%	-3,7%	-4,2%
Dettes du gouvernement central	% PIB	16,7%	17,3%	16,4%	14,8%	14,4%	14,6%	14,9%	15,5%	16,2%	16,4%	-

Légende : Valeur maximale Valeur négatif * (-) Entrées de capitaux ; (+) Sorties de capitaux ; flux donc variation hors effets de change
 ** Moyenne annuelle *** Valeur de décembre; stock incluant les effets de change

Prévisions des banques :

Banques	Last update	2019	2020
UBS	juil-19	6,2%	6,1%
Natixis	mars-19	6,3%	-
Barclays	mai-19	6,5%	-
Société Générale	mai-19	6,2%	6,2%
Morgan Stanley	juin-19	6,3%	6,0%
Fitch Ratings	juin-19	6,1%	6,1%
Crédit Suisse	août-19	6,0%	-
Deutsche Bank	févr-19	6,1%	6,0%
BNPP	mai-19	5,9%	5,8%
JP Morgan	juin-19	6,3%	6,1%
Goldman Sachs	févr-19	6,2%	6,1%
Crédit Agricole	avr-19	6,4%	6,0%
Moyenne des Banques		6,2%	6,0%
Institutions Internationales		2019	2020
OCDE	avr-19	6,2%	6,0%
Banque Mondiale	juin-19	6,2%	6,1%
BAsD	avr-19	6,3%	6,1%
FMI	avr-19	6,3%	6,1%
Moyenne Totale		6,2%	6,1%

Abréviations

BRI : Banque des règlements internationaux
cvs : corrigé des variations saisonnières
RMB : monnaie chinoise
m.a. : moyenne annuelle
g.a. : glissement annuel
g.m. : glissement mensuel
g.t. : glissement trimestriel
IDE : investissements directs étrangers
IPC : indice des prix à la consommation
IPP : indice des prix à la production

Mds : milliards
MoF : ministère des Finances
MOFCOM : ministère du Commerce
M : millions
mmm : moyenne mobile mensuelle
NDRC : National Development & Reform Commission
PBoC : People's Bank of China (banque centrale)
Pdb : point de base
PCC : Parti communiste chinois
ytd : données cumulées depuis le début de l'année (*year to date*)

Abonnez-vous aux Bulletins de statistiques et d'Analyses Economiques
Chine

sur le site internet de l'Ambassade de France à Pékin :

<http://www.ambafrance-cn.org/Abonnez-vous-au-Bulletin-Economique-Chine>

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Economique Régional de Pékin

Adresse : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : H.Fatton, C. Bortolini, A. Bernez, L. Xu

Revu par : David Karmouni, Jean-Philippe Dufour

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet

Version du : 27 septembre 2019